

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE NECESSITE UNE ENERGIE DURABLE POUR TOUS

Les questions énergétiques sont étroitement liées aux aspects environnementaux, économiques et sociaux du développement durable. Elles ont trait aux moyens d'existence, à l'accès à l'eau et aux services d'assainissement, à la productivité agricole, à la santé, à la démographie, à l'éducation et aux questions liées au genre. Dans de nombreux pays en développement, il convient de réaliser des améliorations majeures au niveau de la qualité et de la quantité des services de production d'énergie pour pouvoir répondre aux objectifs du Millénaire pour le développement. L'atténuation des changements climatiques exige d'effectuer des investissements significatifs dans les technologies à haute efficacité énergétique et les technologies de production d'énergie renouvelable, tant dans les pays développés que (si cela est approprié au niveau national) dans les pays en développement.

En élargissant l'accès aux équipements de production d'énergie renouvelable, il est possible d'accroître les progrès dans les trois dimensions du développement durable :

- **Economie:** L'accès fiable à l'électricité peut permettre d'amener les consommateurs mal desservis sur le marché mondial. La formation aux affaires et la création d'emplois peuvent alors être accélérées, notamment dans les zones rurales, où la fourniture d'énergie a le plus de probabilité d'être déficiente.
- **Social:** Un accès fiable aux technologies modernes de cuisson et de chauffage peut libérer les femmes et les enfants de la corvée de la collecte de biomasse pour servir de combustible. La santé et l'éducation peuvent être améliorées en réduisant la pollution à l'intérieur des bâtiments qui émane de cuisinières mal conçues, et en établissant des cliniques et des écoles équipées d'installations de chauffage et électriques permettant une fourniture de services sans interruption.
- **Environnemental:** Le déboisement et les émissions créées par la combustion de la houille et de la biomasse, qui contribuent aux changements climatiques, peuvent être réduits par l'expansion des énergies renouvelables à faibles émissions de carbone.

Initiative Energie durable pour tous

L'Assemblée générale des Nations Unies, en février 2011, a désigné 2012 comme l'année de l'énergie durable pour tous. En écho, le Secrétaire général a lancé en septembre 2011 l'[Initiative Energie durable pour tous](#), qui, d'ici à 2030, vise à :

- Réaliser l'accès universel aux services modernes de

Energie et développement durable

- 1,3 milliard de personnes – une personne sur cinq dans le monde – n'ont pas d'électricité pour éclairer leur foyer ou pour travailler. Lorsque la fourniture d'électricité est inexistante ou n'est pas fiable, les enfants n'étudient pas la nuit tombée, les aliments et les médicaments ne sont pas réfrigérés, les pompes ne peuvent pas acheminer l'eau, les champs ne sont pas irrigués, et l'accès à l'Internet est réduit. Quelques 780 millions de personnes n'ont ainsi pas accès à l'eau potable, et 2,5 milliards ne bénéficient pas de services d'assainissement modernes.
- Près de 40% de la population du monde cuisine avec du bois, du charbon, du charbon de bois ou des déchets animaux. La fumée et les gaz qui s'échappent à l'intérieur des maisons tuent près de deux millions de personnes par an, la plupart des femmes et des enfants. Le fardeau de la collecte et de la préparation de ces carburants incombe également de manière disproportionnée aux femmes et aux enfants.
- Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et l'Agence internationale de l'énergie estiment que, en vue de limiter la hausse de la température mondiale à 2 degrés Celsius, les émissions de gaz à effet de serre doivent culminer en 2015 et chuter d'au moins 50% d'ici à 2050. Pour éviter des risques climatiques potentiellement catastrophiques, il convient donc de réduire de manière significative la consommation des carburants fossiles et de recourir de manière plus importante à l'énergie solaire, issue des microcentrales hydroélectriques, éolienne et autres énergies renouvelables.
- Grâce aux investissements réalisés en vue d'augmenter l'efficacité énergétique, les 21 Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie ont vu une réduction de 21% de l'utilisation énergétique par unité de production manufacturière au cours de la période 1990-2006. La plupart de ces pays ont enregistré des chutes significatives (de 10% ou plus) du niveau des émissions de gaz à effet de serre pendant cette période, tout en connaissant une croissance de la production manufacturière ainsi qu'une amélioration sur le plan des indicateurs de développement humain. Le développement durable consiste à élargir ces avancées à d'autres secteurs et pays.

- production d'énergie;
- Doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique au niveau mondial ; et
- Doubler la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial.

L'Initiative Energie durable pour tous a permis de mettre au point un programme d'action mondial se focalisant sur 11 domaines,

dans lesquels les principes de l'initiative sont adoptés aux conditions nationales. Ces 11 domaines comprennent :

- Appareils de cuisson et combustibles modernes;
- Solutions pour la distribution de l'électricité;
- Infrastructure du réseau et efficacité de la fourniture;
- Énergie renouvelable sur une grande échelle;
- Processus industriels et agricoles;
- Transport;
- Bâtiments et appareils électroménagers;
- Planification et politiques énergétiques;
- Modèle d'affaires et innovations technologiques;
- Financement et gestion des risques; et
- Renforcement des capacités et partage des connaissances.

Obstacles à l'énergie durable pour tous – et opportunités

Un certain nombre de « goulets d'étranglement » entravant la réalisation de ces objectifs – qui sont également des opportunités pour les partenaires du développement et commerciaux – ont été identifiés, parmi lesquels :

- **Leadership politique** et engagement de haut niveau au niveau du pays en faveur des objectifs de l'énergie durable pour tous, ainsi que pour assurer un accès universel.
- **Stratégies nationales d'accès à l'énergie inclusives** dotées de plans d'exécution clairs.
- **Volonté d'amener des parties prenantes multiples autour de la table**, pour une action coordonnée et des résultats.
- **Mécanismes de financement et instruments financiers** en vue d'appuyer l'accès universel aux services énergétiques.
- **Secteurs financiers solides**, désireux d'octroyer des prêts au secteur énergétique, de développer des projets efficaces, et de fournir un financement à l'utilisateur final.
- **Cadres juridiques et réglementaires** qui encouragent les investissements favorables aux pauvres dans le secteur énergétique.
- **Promotion active des projets/opportunités commerciales** et un flux d'opérations constant pour attirer une masse critique d'acteurs et de financement du secteur privé.
- **Un processus de courtage** pour faire correspondre les acteurs à des projets spécifiques, en particulier par le biais des partenariats public-privé.
- **Installations publiques solides et efficaces.**
- **Capacités internes fortes**, potentiellement appuyées par l'aide technique mondiale et domestique.
- **Initiatives pour améliorer la qualité, la quantité et la disponibilité des informations opportunes.**
- **Intérêts régionaux et nationaux potentiellement contradictoires.**

Les activités nationales en vue d'éliminer ces barrières sont en cours de réalisation dans des dizaines de pays en développement.

Qu'est-ce qui doit être fait ?

Le PNUD a, pendant des années, travaillé à promouvoir l'accès universel aux services énergétiques modernes, à l'efficacité énergétique et au développement des technologies de production d'énergie renouvelable, en mettant un accent particulier sur les pauvres. Notre appui en faveur de l'Initiative Énergie durable pour tous met en exergue l'importance des :

- Renforcement des cadres politiques et institutionnels pour le développement à faible émission de carbone et résilient au climat;

- Mobilisation des ressources et élargissement des options financières pour le développement du secteur énergétique – notamment en vue d'assurer l'accès à des services énergétiques fiables pour les ménages à faible revenu;
- Élimination des entraves aux marchés de l'énergie, notamment pour les ménages à faible revenu;
- Développement des innovations au niveau de la fourniture des services de production d'énergie, en associant les modèles d'affaires novateurs et durables à une large palette de technologies en matière énergétique;
- Aligner le travail mené par le système des Nations Unies au niveau national avec la programmation énergétique intégrant les trois volets du développement durable, par le biais du système de Coordonnateur résident; et
- Travailler aux niveaux mondial et régional avec une large variété de partenaires; au niveau national avec le gouvernement, le secteur privé et la société civile; et au niveau local avec les gouvernements locaux, les entreprises, la société civile et les communautés locales.

L'énergie solaire constitue-t-elle une opportunité de bond technologique pour les pays en développement ?

- La révolution des téléphones cellulaires a permis à de nombreux pays en développement d'éviter d'importants investissements dans des systèmes de télécommunication à ligne fixe à forte intensité de capital. Les technologies cellulaires exigent moins de capital, peuvent être déployées plus rapidement, et fournir une plateforme à partir de laquelle de nombreux autres services peuvent être assurés – depuis les services bancaires jusqu'au conseils médicaux mobiles.
- L'énergie solaire peut bientôt être en mesure de reproduire un tel bon technologique réussi. Les recherches récentes de la **Banque mondiale** montrent que les coûts de production électrique par les cellules photovoltaïques sont passés de 8 dollars par watt de capacité à 1,70 dollar au cours des cinq dernières années. Compte tenu du fait que les économies d'échelle obtenues en déployant des panneaux solaires sont bien moindres que pour les grandes centrales électriques, les systèmes solaires ne nécessitent pas de grands réseaux de transmission – ce qui réduit encore les coûts de démarrage.
- L'énergie solaire hors-réseau peut être idéale pour les pays en développement ayant de hauts niveaux de radiation solaire et dénués d'infrastructures de transmission électrique bien développées, notamment dans les zones rurales. Dans la région péruvienne d'Iquitos, le long des régions supérieures de l'Amazonie, le gouvernement provincial a travaillé avec les ONG à équiper les foyers de panneaux solaires, batteries et ampoules fluorescentes compactes à des coûts inférieurs à ceux du carburant pour les générateurs.

Ces initiatives sont financées à partir de diverses sources, y compris les budgets gouvernementaux, l'aide publique au développement, le [Fonds mondial pour l'environnement](#), les fondations, le microfinancement, ainsi que par le biais d'instruments basés sur le marché comme les tarifs de rachat et le financement de la lutte contre les émissions de carbone.

Contact : Stephen Gitonga, Conseiller politique (Energie), Bureau des politiques de développement du PNUD
Stephen.Gitonga@undp.org